



# MAIRIE DE DRAGUIGNAN

## DÉCISION MUNICIPALE N° 2022-006

**OBJET : RÉSILIATION DE LA CONVENTION D'OCCUPATION D'UN LOGEMENT DE FONCTION CONSENTIE À MADAME RÉGINE ALQUIER DANS LE BÂTIMENT ANNEXE AU GROUPE SCOLAIRE FERRY-DAUDET À DRAGUIGNAN**

**Richard STRAMBIO**, Maire de la commune de Draguignan, Président de Dracénie Provence Verdon agglomération (DPVa), Conseiller Régional de la région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur.

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2122-22-5° ;

**Vu** la délibération n° 2020-031 du 11 juin 2020 par laquelle le Conseil Municipal a délégué, sans aucune réserve à son Maire et pour la durée de son mandat une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales ;

**Considérant** que par décision municipale n° 2021-450 du 3 décembre 2021, Monsieur le Maire a été autorisé à signer la convention de mise à disposition à titre précaire, d'un logement de fonction de type F4 situé au 1<sup>er</sup> étage du bâtiment annexe au groupe scolaire Ferry-Daudet sis 15 avenue Alphonse Daudet à Draguignan (83300) à Madame Régine ALQUIER, pour un loyer mensuel de 300 €, du 1<sup>er</sup> décembre 2021 au 28 février 2022 ;

**Considérant** le courrier du 23 décembre 2021 de Madame ALQUIER, par lequel cette dernière informe la Commune de son départ du logement de fonction précité, à la date du 10 janvier 2022 conformément au 1<sup>er</sup> alinéa de « l'article 13 Résiliation » de ladite convention ;

### DÉCIDE

**Article 1<sup>er</sup> :** La convention de mise à disposition du logement de fonction situé au 1<sup>er</sup> étage du bâtiment annexe du groupe scolaire Ferry-Daudet sis 15 avenue Alphonse Daudet à Draguignan, consentie à Madame Régine ALQUIER est résiliée amiablement au 10 janvier 2022.

**Article 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Trésorière Principale Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Article 3 :** La présente décision sera inscrite au Registre des Décisions Municipales.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de la présente décision et rappelle conformément aux dispositions de l'article R421-1 du Code de justice administrative, qu'elle peut être contestée devant le Tribunal Administratif de TOULON, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

DRAGUIGNAN, LE

10 JAN. 2022



**Richard STRAMBIO**

**MAIRE DE DRAGUIGNAN**

**Président de DPA**

**Conseiller Régional**